

Alors que G8 est sur le point d'ouvrir ses portes à Deauville (Calvados), *Libération* s'associe à l'ONG ONE pour publier des textes écrits par des personnalités du monde entier. ONE, cofondée par Bono, le chanteur du groupe U2, et parrainée par le

producteur Bob Geldof, lutte contre la pauvreté et la maladie et pour le développement, particulièrement en Afrique. Chaque année, ONE s'est associée avec un



journal du pays hôte du G8 pour une opération spéciale. Avec *Bild* en 2007 (sommet de Heiligendamm, Allemagne), avec *Asahi Shimbun* en 2008 (Hokkaido-Toyako, Japon),

avec *la Stampa* en 2009 (L'Aquila, Italie), avec *The Globe and Mail* en 2010 (Muskoka, Canada). Cette année, c'est *Libération*. Voilà pourquoi nous proposons pendant deux jours onze textes inédits sur des questions de développement.

De l'argent pour les vaccins

Par **BILL GATES**
Fondateur
de Microsoft

En 1998, Melinda et moi-même avons lu un article sur le rotavirus. Nous avons appris qu'il causait la plupart des diarrhées chez les jeunes enfants, entraînant chaque année 500 000 décès dans les pays pauvres. Nous n'avions jamais entendu parler du rotavirus – parce qu'il n'y avait aucune chance qu'un enfant en meure aux Etats-Unis. Cela a été pour nous un rappel à la réalité. J'avais construit ma vie autour de l'idée que l'innovation était au service de tout le monde. Lorsque je me suis aperçu que des milliards de personnes ne pouvaient accéder à aucun de ses bienfaits, la colère m'a envahi. J'ai décidé alors de consacrer ma fortune personnelle à la lutte contre cette inégalité.

Ce principe – l'égalité – est consacré par la Constitution française. Si nous pouvons sauver la vie d'un enfant malade dans un pays, nous devons le faire dans tous les pays. C'est à ce principe que j'appelle, en cette veille de G8, les leaders des pays les plus riches à se rallier pour que, au cours de cette décennie, nous réussissions à exploiter le potentiel des technologies actuelles afin de sauver des vies et d'améliorer les conditions de vie des personnes, où qu'elles soient. L'exemple des vaccins est très convaincant. Ils sont

d'un rapport coût-efficacité incroyable. Pour quelques dollars, on peut vacciner un enfant et le protéger à vie contre une maladie. En 2000, j'ai contribué à lancer l'Alliance Gavi (Global Alliance for Vaccines and Immunisation), dont le but est d'accroître le taux de vaccination dans les pays les plus pauvres et d'accélérer le développement de nouveaux vaccins pour la prévention d'autres maladies infantiles mortelles. Cette initiative a sauvé plus de 5 millions de vies. Nous pouvons sauver encore plus de vies dans les années à venir, avec l'arrivée de deux vaccins contre le pneumocoque et le rotavirus, deux des principales causes de mortalité infantile dans le monde. Le 13 juin, des leaders du monde entier se réuniront pour annoncer de nouveaux engagements financiers pour Gavi. Si cette réunion réussit à combler le déficit de financement actuel, nous pourrions sauver 4 millions de vies d'ici à 2015 et 10 millions d'ici la fin de la décennie.

Le leadership et le soutien de la France seront essentiels à cet égard. En accroissant sa contribution à Gavi, elle encouragera les autres à en faire de même. A la demande de Nicolas Sarkozy, je prépare un rapport consacré au financement du développement que je présenterai aux chefs d'Etat et de gouvernement au

cours du sommet du G20 au mois de novembre. Le rapport soulignera l'importance de la transparence dans les investissements, d'une évaluation rigoureuse de l'utilisation des fonds, ainsi que de l'évaluation de l'impact et des résultats. Il traitera aussi des capacités de financement des pays à revenu intermédiaire tels que la Chine, le Brésil, l'Inde et la Russie.

L'innovation seule ne nous mènera pas au succès. Il faut que les pays riches respectent l'engagement qu'ils ont pris de porter leur aide publique au développement (APD) à 0,7%, en particulier en période de difficultés économiques. Des progrès ont été réalisés. La mortalité infantile est passée de 20 millions en 1960 à moins de 9 millions aujourd'hui. Nous sommes sur le point de vaincre la polio et de nombreux pays africains sont en passe de réaliser l'autosuffisance alimentaire en accroissant leur productivité agricole. Beaucoup de ces signes prometteurs ont été rendus possibles par une aide intelligente. Hôte du sommet de Deauville, Nicolas Sarkozy sera en mesure d'insuffler aux pays les plus riches cet élan qui permettra de sortir des millions de personnes de la pauvreté et de mettre les pays les plus pauvres sur la voie de l'autosuffisance.



Lutter contre l'opacité des industries extractives

Par **JOSÉ MANUEL BARROSO**
Président de
la Commission
européenne

Les Européens mesurent bien leurs responsabilités à l'égard des pays en développement, et nous devons aujourd'hui évoluer vers un véritable partenariat. J'ai pu constater que ni l'argent ni les beaux discours ne suffisent pour permettre à l'Afrique de surmonter les défis auxquels elle est confrontée. C'est uniquement en lui proposant de véritables partenariats que nous pouvons l'aider. C'est pourquoi, j'ai pris l'initiative de la création d'une facilité alimentaire d'un

milliard d'euros pour aider les paysans les plus pauvres à se procurer des semences et des engrais. Il importe plus encore que les Africains soient eux-mêmes les artisans de leur développement. C'est par l'éducation, le commerce et la bonne gouvernance que l'Afrique pourra se transformer. Pour un commerce plus équitable, l'Europe ouvre son marché, sans aucun droit de douane ni quota, à toutes les importations en provenance des pays les moins développés. Meilleur moyen de soutenir l'émergence d'une classe moyenne africaine qui sera en mesure de reproduire le cercle vertueux «éducation, emploi

Les centaines de milliards d'euros tirés des ressources naturelles doivent servir à créer la stabilité et non pas à financer la corruption.

et meilleur niveau de vie».

Enfin, la bonne gouvernance peut consolider les progrès réalisés dans ces deux domaines. Les ressources naturelles doivent servir à créer la stabilité et non pas à financer la corruption. Ces centaines de milliards d'euros de recettes sont bien supérieures aux aides qui peuvent être octroyées. Aussi conviendrait-il de rendre transparente leur redistribution dans les pays concernés. Cet objectif serait atteint plus facilement si les entreprises rendaient publiquement compte des montants qu'elles versent aux gouvernements.

C'est parce que les choses doivent absolument changer que l'Union européenne, aux côtés de la société civile et de dirigeants africains, soutient l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) en tant que nouvelle norme internationale favorisant la transparence des recettes et la responsabilité dans le secteur des industries extractives.

Je souhaite aller plus loin en rendant ces engagements obligatoires dans la législation de l'Union. En octobre, la Commission européenne présentera donc une proposition législative d'amendement de la directive Transparence afin d'y inclure des obligations de divulgation des recettes pour les industries extractives.

La forêt africaine, capital à préserver

Par **YANN ARTHUS-BERTRAND**
et **DENIS LOYER**
Fondation GoodPlanet

Afrique est à la croisée des chemins : l'appui de ses partenaires des pays plus développés sera déterminant dans les choix stratégiques qui seront faits. Regardons cela avec trois exemples.

Les partenaires de l'Afrique peuvent financer un développement effréné des plantations de palmiers à huile dans le bassin du Congo et ainsi menacer le second massif forestier mondial. Ils peuvent aussi soutenir les avancées dans la gestion durable des forêts d'Afrique centrale. Ce serait un signal très positif pour les populations qui dépendent de la forêt pour leur vie quotidienne : dans le film *Témoins du climat*, une femme malgache nous disait : «*La forêt recule car les arbres sont coupés pour le charbon de bois et l'agriculture. J'ai beau chercher, je trouve peu de plantes médicinales.*»

L'Afrique peut éviter un développement fondé uniquement sur les énergies fossiles. Elle a un potentiel unique d'énergies renouvelables en exploitant le solaire, ses ressources hydrauliques, la chaleur de ses sous-sols volcaniques et le souffle des alizés qui caressent ses côtes. Ses partenaires ont une respon-

sabilité : il est plus simple de financer une centrale au fuel que de soutenir, par exemple, le programme d'électricité géothermique au Kenya.

Plus de 60% de l'énergie consommée par les Africains est du bois de chauffage. Des solutions existent avec les foyers améliorés qui réduisent de 20% la consommation de bois pour la cuisine. Actuellement, 30 000 foyers améliorés sont vendus chaque mois à 5 dollars dans un programme de l'ONG Geres au Cambodge. L'initiative sur les foyers améliorés, promue par Hillary Clinton, mérite un coup de pouce du G8 afin de donner aux ONG africaines les moyens d'agir.

Infrastructures, éducation, santé : pour un développement équilibré, il manque encore deux ingrédients. D'abord, la gouvernance : un pays s'enrichit quand il s'organise. En second lieu, le capital naturel renouvelable. La seule richesse de la grande majorité des Africains, ruraux et urbains, c'est leur capital naturel renouvelable, l'eau, les forêts, les ressources énergétiques et les sols agricoles. La prochaine réunion du G8 peut décider de soutenir les initiatives africaines qui préservent le capital naturel renouvelable, une vraie richesse qui est aussi la beauté de ce continent.